

Nadji KHAOUA
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Annaba

**« Gestion du Savoir et Economie : déstructuration, désarticulation et
Marchandisation : L'exemple des sciences Economiques »**

Résumé

La question du savoir et de sa gestion, en relation avec l'économie de l'Algérie, interpelle l'enseignement universitaire dans son contenu, ses modalités et ses objectifs.

Souvent méconnue sinon négligée, l'université et son statut en tant que vecteur de transmission et de création des savoirs pour la reproduction sociale, scientifique et économique, n'intéresse les décideurs que dans la mesure où elle peut permettre une certaine utilisation volontariste et quantitativiste, dans la "mobilisation-manipulation" de la collectivité, pour l'accaparement rentier de ses ressources.

Les analyses de Pierre BOURDIEU sur la reproduction prennent ici tout leur sens.

A travers l'exemple criant des formations en sciences économiques, des différentes manipulations bureaucratique-politiciennes qu'elles subissent depuis les années 80, nous montrerons comment le savoir en sciences économiques est sciemment déstructuré, désarticulé et finalement "chosifié", dans le cadre d'objectifs globaux flous tenant à l'application mimétique du Modèle Néo-Libéral Marchand, totalement en déphasage avec les réalités socio-économiques de l'Algérie.

Introduction :

« Dès 1970, alors que les dirigeants de l'économie américaine s'obstinaient à considérer comme assurée la stabilité de leur monde de vieilles usines, leurs homologues japonais, et jusqu'au grand public, était littéralement bombardés de livres, articles et émissions télévisées, qui tous annonçaient l'évènement de « l'âge de l'information » et se situaient résolument dans la perspective du XXI^e siècle. Tandis qu'aux Etats-Unis, l'idée de la fin de l'industrialisme ne provoquait que hausses d'épaules, les décideurs japonais du monde des affaires, mais aussi du milieu politique et des médias, l'accueillaient et y adhéraient avec enthousiasme. Le savoir, concluaient-ils, serait la clef de la croissance économique du XXI^e siècle ». (Alvin TOFFLER-1991).

De cette citation, ressortent les principaux éléments de base sur lesquels s'appuie l'évolution globale d'un pays dans le long terme, en fonction de sa situation de départ, de son environnement général et de ces objectifs fondamentaux.

De tous temps et dans toutes les sociétés dynamiques, le savoir est l'un de ces éléments dont la production et la diffusion sociale mobilisent toutes les énergies.

En particulier, le niveau de mobilisation du savoir renseigne sur les interactions partagées entre l'Etat, sphère du politique par excellence, et l'économie.

La question de la reproduction sociale, politique et économique y trouve alors tout son sens. Elle est d'autant plus cruciale, qu'il s'agit du savoir ou de sa gestion dans une économie déstructurée, en manque de savoir, comme l'est l'économie de l'Algérie.

Elle interpelle, dans ce pays, l'enseignement universitaire, dans ses structures, son contenu, ses modalités et ses objectifs.

Souvent méconnue en Algérie dans ses réalités douloureuses, sinon marginalisée car auréolée d'une aura sociale virtuelle, l'université et son statut, en tant que lieu de production, de reproduction, et vecteur de transmission sociale du « savoir » pour la reproduction scientifique et économique, n'intéressent les « décideurs » que dans la mesure où elle peut permettre une certaine utilisation instrumentaliste et politicienne, dans la « mobilisation-manipulation » de la collectivité et finalement l'accaparement rentier privatif de ses ressources.

Les analyses de la reproduction (Pierre BOURDIEU-2001) s'adaptent ainsi parfaitement à la situation algérienne.

A travers l'exemple criant des formations universitaires en science économique, les différentes manipulations bureaucratiques-politiciennes qu'elles subissent, au moins depuis les années quatre-vingt, il s'agit pour nous de montrer, dans ce travail, comment le savoir en sciences économiques est sciemment déstructuré, désarticulé, et finalement chosifié, pour être transformé en une marchandise banale, sans valeur sociale réelle, dans le cadre d'objectifs globaux flous, tenant en réalité à l'application mimétique du *modèle Néo-libéral Marchand*, totalement injustifié pour une économie déstructurée telle que celle de l'Algérie.

A- Le savoir : tentative de définition rapportée aux sciences économiques

1-Le Savoir :

Dans son acception commune, le savoir se constitue de l'ensemble des connaissances scientifiques humaines, reconnues comme telles. Ces connaissances se divisent en deux grandes catégories :

- connaissances théoriques : celles qui concernent le domaine des idées abstraites et représentations conceptuelles du réel.
- connaissances empiriques : celles qui naissent à partir des expériences pratiques acquises par l'homme dans ces différentes confrontations avec la nature, au sens large.

Qu'elles soient d'ordre théorique, ou empirique, les connaissances accumulées, le savoir en d'autres termes, pose la question, éminemment politique, de sa mobilisation, dans toute société.

Si dans les pays capitalistes avancés, tout ce qui participe à la rentabilité du capital est entraîné par la marchandisation générale, qui permet une certaine dynamique interne à la sphère universitaire élargissant par la même le savoir dans le corps social, par sa valorisation marchande permanente, il en va tout autrement dans les économies déstructurées telle que celle de l'Algérie.

Ainsi, peut-on en déduire aisément de ces deux cas dissemblables à tous points de vue, que toute stratégie de connaissances, donc de savoir et de sa gestion, suppose à la base une stratégie politique qui l'intègre, l'oriente et finalement le consolide.

On montrera ici que l'absence de stratégie de la connaissance, à travers l'exemple, parmi tant d'autres, de l'enseignement universitaire des sciences-éco-nomiques, s'explique essentiellement par l'absence d'une stratégie politique du savoir et de sa gestion, elle même le résultat d'une absence d'une stratégie politique globale de sortie du sous-développement.

Les données disponibles aujourd'hui sur le nombre d'Algériens vivant au dessous du seuil de pauvreté (près de un algérien sur trois 1/3) le montrent sans conteste.

Ainsi, et malgré les poches réelles ici ou là, de modernisation et de mobilisation limitée du savoir, l'économie de l'Algérie s'enfonce globalement dans le développement du sous-développement, dans le silence assourdissant de ses pseudo universitaires locaux.

Plusieurs exemples concrets et irréfutables, depuis au moins vingt années, début de ce qui est appelé « réformes », jusqu'à aujourd'hui, le montrent clairement.

Les questions essentielles que posent : le savoir et sa gestion en science-économique en Algérie, sont :

La question épistémologique : de quel contenu s'agit-il ?

La question pédagogique : avec quelles méthodes d'enseignement et avec quels moyens, se déroule l'enseignement universitaire en économie ?

La question politique : comment assurer le lien analytique entre l'analyse économique et l'analyse de la réalité de l'Algérie et son environnement international ?

Cependant, ces questions sont superbement ignorées, comme si elles concernaient une autre galaxie, alors que, paradoxalement, l'état de sous-développement de l'économie réelle et de paupérisation des habitants, devrait inciter à les rendre prioritaires et incontournables.

B- La Science Economique

Branche du savoir aux confluences des sciences de l'homme en société, et des sciences pures ou dites « exactes », telles que les mathématiques, la science économique a connue des évolutions complexes, dont l'université en Algérie est depuis longtemps écartée et à la marge.

Science appliquée, mais pas seulement, elle englobe les connaissances d'économie pure (modèles macro-économiques de l'équilibre général, analyse micro-économique du comportement diversifié de l'agent – sujet individuel, etc.)

En revanche, le débat sur la praticabilité des sciences économiques, quand elles se limitent à l'étude du marché libre, sous les hypothèses centrales de la rationalité de comportement de chaque agent économique, et de l'individualisme méthodologique, est d'autant plus urgent et incontournable .

En effet, le lieu de déroulement de ce savoir, et son lieu d'intervention économique et sociale, n'est pas l'économie des pays capitalistes développés. Il s'agit, en Algérie, d'une économie déstructurée et sous-développée, dans tous les sens de ces termes.

Le marché y est balbutiant, de multiples phénomènes y interférant. La sphère de la liberté des choix y est contrainte par le fait même du sous-développement. Ainsi, les théories Néo-libérales, produits du développement historique du capitalisme poussé à ses limites ultimes dans les pays du Nord, sont profondément décalées et inadaptées par rapport aux réalités des pays du Sud tels que l'Algérie.

Longtemps considérées comme le corpus central de l'enseignement des sciences économiques, en particulier en France, les théories néo-classiques font face aujourd'hui à une remise en cause qui s'élargit de par le monde (voir en particulier les débats engagés dans les universités françaises depuis l'été 2000)

Dans le cadre de ces débats internationaux, James K.GABRAITH (2001), écrit : « Les sciences économiques appliquées consistent en une série de modèles particuliers, tirés de traditions intellectuelles et scientifiques variées, qui aident à structurer la réflexion sur les questions empiriques »

Elles sont « l'identification et la définition précise des concepts et des comportements qui caractérisent l'activité économique (consommation, production, investissement), et l'énoncé des hypothèses de base relatives à ces comportements ; la formulation de théories ayant comme mode d'expression la formalisation de liens fonctionnels entre les éléments précédemment identifiés ; la vérification de ces théories par l'expérience », constituée par « la confrontation à l'histoire qualifiées par la statistique et l'économétrie ». (James K.GALBRATH-op .cit).

Par là même, les sciences économiques appliquées apparaissent désincarnées par rapport aux conflits humains autour desquels évolue et se transforme l'économie.

L'enseignement ainsi prodigué porte en lui toutes ses limites opératoires, quand l'économiste affronte, dans le cadre de son métier la vie réelle et son (substrat) politique multiple.

Mais quid des connaissances de l'homme en société, avec les multiples rapports de sujétion, de domination, de déséquilibre dans leurs profondeurs historiques, sociale, géographique ?

Si cet aspect des sciences économiques constitue un des plus importants objectifs de son enseignement universitaire dans le monde, permettant l'accumulation intelligente du savoir et sa mobilisation sociale efficiente qui se matérialise concrètement par les différentes

stratégies de croissance des économies dynamiques de la triade, dans la plupart des économies déstructurées comme l'Algérie, il ressort en fin de compte du « jardin secret » tenu en laisse par le politique, inhibant tout développement réel, considéré comme une menace pour les groupes accaparant le pouvoir politique et bureaucratique et le reproduisant à leur propre bénéfice . Nous y reviendrons plus loin .

C- Enseignement des sciences économiques et réalités internationales et Algériennes comparées :

L'enseignement des sciences économiques est conçu, selon les plus grands noms de notre discipline (Robert SOLOW, James K.GALBRAITH, Jean Paul FITOUSSI, etc. 2001) comme s'il s'agissait uniquement de sciences appliquées, vides de tout contenu empirique.

Certain des économistes contemporains les plus reconnus, comme Mme JOAN ROBINSON (1962) , ne se sont pas priver de noter il y a déjà plusieurs années : « Ainsi, l'économie suit son chemin en boitillant, un pied dans des hypothèses non vérifiées et l'autre dans d'invérifiables slogans. ».

Cela est patent dans notre pays à la simple lecture de n'importe quel programme d'enseignement, soit au niveau des tronc communs ou au niveau des différentes spécialités aujourd'hui existantes.

Ce phénomène n'est pas propre à l'Algérie : « on enseigne l'économie aux étudiants français comme s'il s'agissait d'une discipline abstraite, axiomatique ou comme si elle consistait en l'application répétitive d'une seule technique d'analyse élaborée ». (Robert SOLOW - 2001.)

Mais en Algérie, il a pris des proportions autres, au delà de toute mesure, vide de toute cohérence.

Les étudiants protestataires en France écrivent : « Nous somme gérés par les contradictions permanentes de mondes imaginaires : les constructions intellectuelles -les fameux modèles- dont la pertinence reste à démontrer. Nous posons aussi la question du manque manifeste du pluralisme ». (J. K.GALBRAITH -2001)

Que peuvent dire alors les étudiants algériens, eux qui affrontent d'une part un enseignement tronqué et incohérent, où même les liens entre modules et spécialités, entre ceux-ci et leur formation pré-universitaire, n'existent pas.

En effet, dans l'écrasante majorité des cas, les programmes d'enseignement consistent en des modules accolés les uns aux autres sans aucune intelligence d'ensemble, compte tenu des conditions ayant présidées à leur élaboration (les fameux C.P.N).

Ce n'est qu'en analysant ces programmes dans les transformations qu'ils ont subi depuis 1980, que l'on remarque une tendance globale vers l'enseignement de connaissances techniques, quantitativistes et aseptisées de toute notion introduisant les conflits sociaux, les rapports sociaux, la profondeur historique acquise par le savoir en sciences économiques, ces liens partagés avec les autres sciences sociales telles que la politique, le droit, l'histoire, la géographie, la sociologie, les relations internationales.

D- Les mutations- manipulations de l'enseignement de l'économie en Algérie :

Depuis les années 1980, plusieurs actions éparses ont conduit toutes, à ce qu'aujourd'hui, l'enseignement de l'économie se trouve submergé par les aspects techniques et quantitativistes.

L'enseignement se trouve ainsi vide de tous substrat dialectique doctrinale, mais aussi de toute densité historique, humaine et finalement politique.

Le libre arbitre scientifique des étudiants en économie est alors nié, puisque les outils scientifiques nécessaires en termes de savoirs et de méthodologie, concernant l'évolution économique et social de leur pays et du monde changeant et hostile qui l'entoure, leur sont petit à petit refusés.

Si on essaie d'analyser ces actions de mutation- manipulations touchant l'enseignement des sciences économiques, on remarque une double transformation, à deux niveaux, qu'a subit et continue de subir l'enseignement universitaire de l'économie.

Ainsi, et au départ de l'action d'enseigner en elle-même, les liens épistémologiques et de savoir en général, sont sciemment rompus avec l'économie réelle, et tous ses constituants concrets, dont en particulier les entreprises quel que soit leur statut et leur secteur d'activité.

Un modèle de ces dysfonctions épistémiques, pourra faire l'objet de réflexions, à la suite des éléments mentionnés ci-après, en vue d'envisager d'autres types de connexions nouvelles et adaptées, entre le savoir et sa gestion, et le monde de l'économie, dont les entreprises ne sont qu'un des éléments.

Si nous observons attentivement le programme actuellement en cours de l'enseignement des sciences économiques, dans les deux premières années de la licence en sciences économiques (enseignement dit de tronc commun), nous remarquons immédiatement les graves lacunes qu'il comporte. Ces lacunes portent directement sur son contenu en terme de savoir, particulièrement lorsqu'il s'agit du savoir en relation avec la formation en sciences économiques que l'étudiant, futur économiste, est censé avoir.

Nous nous contenterions ici de relever deux lacunes significatives, sans pour autant que celles-ci constituent les seules dans ce programme de tronc commun.

En premier lieu, il n'y a aucune mention d'un enseignement de méthodologie dans celui-ci. Ainsi, l'étudiant de sciences économiques dans les universités de l'Algérie et en 2002, ne reçoit aucun enseignement en méthodologie des sciences sociales en général et de l'économie en particulier.

Malgré l'extrême importance, dans toute formation acceptable d'économiste, des questions méthodologiques, les concepteurs du programme au niveau de ces deux premières années d'enseignement universitaire, ne voient apparemment aucune utilité à doter l'étudiant d'un savoir structurant conséquent, comme l'est le savoir méthodologique.

L'étudiant économiste n'acquiert ainsi aucune connaissance quand à la structuration de la réflexion, l'organisation de l'analyse et l'articulation des idées en économie, selon une logique méthodique adaptée au sujet à traiter et aux outils conceptuels et empiriques à sa disposition, en vue d'aboutir à des résultats dotés d'un minimum de fiabilité.

Beaucoup d'ouvrages traitant de ces sujets, dont celui de Madeleine GRAWITZ (1974) l'un des plus nécessaires à l'université dans sa spécialité, et réédité plusieurs fois, resteront superbement ignorés par les étudiants-économistes en Algérie.

Un des effets de cette lacune, est la considération primitive et archaïque aujourd'hui largement partagée, que la formation en économie, est une formation déclassée et qui ne débouche pas sur un métier valorisant.

Les données globales sur le chômage en général et le chômage des universitaires en particulier, que nous donnons à la fin de cet article, confirment ce point de vue, même s'il est loin d'être spécifique aux formations en sciences économiques.

La deuxième lacune profonde du programme en cours, toujours au niveau de ces deux premières années combien décisives quand à la formation ultérieure de l'étudiant économiste, et qui concerne directement la nature et le contenu du savoir dispensé en sciences économiques, concerne l'absence de l'enseignement de la pensée économique universelle.

L'étudiant, aujourd'hui dans les universités Algériennes, ne peut pas connaître, car n'existant pas dans un enseignement organisé, la pensée économique. Il ne saura rien de son contenu, de son histoire liée aux conditions économiques et sociales qui ont permis son éclosion.

Les étapes socio-économiques qui l'ont façonnées, son évolution conflictuelle, lui resteront inconnues.

Dans les différents cours qui lui sont proposés par ailleurs, et en l'absence d'un enseignement spécifique de la pensée économique, il ne saura rien du cheminement complexe du savoir en économie, avec ses divers prolongements, passant par les Classiques, les Marxistes anciens et nouveaux, l'Ecole Marginaliste, la théorie schumpétérienne, les apports des analyses progressistes avec leurs diverses tendances souvent très utiles à l'analyse et à la connaissance de la réalité de l'économie de l'Algérie.

Seul un enseignement cours d'économie politique, dont la pondération en matière de notes, est équivalente à celle de l'enseignement des langues étrangères, c'est à dire faible, figure dans ce programme de tronc commun.

Compte tenu de l'environnement général à l'université (conditions matérielles en deçà du nécessaire, conditions socio – pédagogiques insupportables aussi bien pour les étudiants que pour les enseignants, problèmes de disponibilité et d'actualisation de la documentation scientifique, etc...), l'étudiant est ainsi indirectement orienté malgré lui, vers la collecte, par n'importe quel moyen, du maximum de notes dans les enseignements à plus forte pondération, au détriment du rattrapage des lacunes en terme de savoir en économie que renferme ce programme en cours.

Ainsi en sciences économiques dans les universités d'Algérie aujourd'hui, la connexion entre savoir et entreprise n'existe pas. Elle est dans les conditions actuelles, une vue de l'esprit, confortée par l'absence de stratégie économique nationale. Cette absence se vérifie chaque jour par la réalité du chômage et du chômage des universitaires.

Dans une société en mal de développement, la neutralité sociale inacceptable et insupportable des analyses économiques traditionnelles, c'est à dire techniciennes, limitées par un cadre théorique strictement quantitativiste et utilitariste, conforte le perpétuel enfoncement dans le sous développement.

ANNEXE

Formation supérieure et chômage en Algérie (2001-2002)

Effectif Etudiant	Nombre d'enseignants	Diplômés sortants en juin 2002	Diplômés chômeurs (2001)
425.000	14.000 (dont les vacataires)	72.000	135.000

Source : Construit à partir de diverses données du Ministère de l'enseignement supérieur et de l'Office National des Statistiques –ALGER-

Références

TOFFLER ALVIN (1991) : les nouveaux pouvoirs : savoir ,richesse et violence à la veille du XXI^e siècle .Ed . Fayard .Paris .

Bourdieu Pierre (1994) : Stratégies de reproduction et modes de domination .
Actes de la Recherche en Science Sociale- N^o 105 Ed .du Seuil –Paris .

GALBRAITH JAMES K . (2001) : L'économie politique - N^o 11-3^e trimestre- Paris

MALINVAUD Edmond (2001) : les sciences économiques et autres science sociales
L'économie politique -N^o 11 –3^{ème} trimestre – Paris

ROBINSON JOAN (1971) : la deuxième crise de la théorie économique –Conférence au congrès de l'Américain Economic Association –traduction française .

GRAWITZ Madelaine (1974) : Méthodes des sciences sociales –précis dalloz- Paris .